



**Arrêté n°2023-358/PREF/CAB du 28 novembre 2023  
portant abrogation de deux arrêtés.**

Le Préfet délégué de Saint-Barthélemy et Saint-Martin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, notamment son article 44 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 242-1 et L. 242-4,

**Vu** le Code de commerce, notamment son article L. 612-4 ;

**Vu** la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, notamment son 43-IV ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

**Vu** la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 modifiée relative au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance, notamment son article 5 ;

**Vu** la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, notamment son article 18 ;

**Vu** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, notamment son article 6 ;

**Vu** la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

**Vu** le décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget ;

**Vu** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2009-906 du 24 juillet 2009 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État, à l'organisation et à l'action des services de l'État à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

**Vu** le décret n° 2009-907 du 24 juillet 2009 relatif aux services de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;



**Vu** le décret n° 2014-322 du 11 mars 2014 relatif à la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives ;

**Vu** le décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016 précisant les caractéristiques du formulaire unique de demande de subvention des associations ;

**Vu** le décret n° 2019-1259 du 28 novembre 2019 modifiant le Code de la sécurité intérieure et relatif au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance ;

**Vu** le décret du Président de la République du 09 mars 2022 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON en qualité de préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

**Vu** le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Xavier LEFORT, en qualité de Préfet de la région Guadeloupe, Préfet de Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin ;

**Vu** l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères économiques et financiers pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'arrêté n°971-2023-02-07-00006 du 07 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, administration générale ;

**Vu** l'arrêté n°971-2023-08-31-00001 du 31 août 2023 portant délégation de signature accordée à Monsieur Vincent BERTON préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin – ordonnancement secondaire ;

**Vu** l'arrêté n°2023-295/PREF/CAB du 05 octobre 2023 portant attribution d'une subvention du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) au titre de l'année 2023 – Instance d'éducation et de la promotion de la santé Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (IREPS) ;

**Vu** l'arrêté n°971-2023-10-17-00002 du 17 octobre 2023 portant modification de la délégation de signature accordée à Monsieur Vincent BERTON préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin – ordonnancement secondaire ;



**Vu** l'arrêté n°2023-307/PREF/CAB du 18 octobre 2023 portant attribution de subvention de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) à l'Instance d'éducation et de la promotion de la santé Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (IREPS) ;

**Considérant** le courriel du 07 novembre 2023 par lequel l'Instance d'éducation et de la promotion de la santé Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (IREPS) a renoncé aux subventions au motif que les montants alloués ne permettront pas de déployer les projets présentés car ils ne couvrent qu'une partie du budget nécessaire ;

Sur proposition de monsieur le directeur des services du Cabinet ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** L'arrêté n°2023-295/PREF/CAB du 05 octobre 2023 portant attribution d'une subvention du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) au titre de l'année 2023 – Instance d'éducation et de la promotion de la santé Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (IREPS) est abrogé.

**Article 2 :** L'arrêté n°2023-307/PREF/CAB du 18 octobre 2023 portant attribution de subvention de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) à l'Instance d'éducation et de la promotion de la santé Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (IREPS) est abrogé.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin et le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe et des îles du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au bénéficiaire.

Fait à Saint-Martin, le 28 NOV. 2023

Vincent BERTON



#### **Délais et voies de recours :**

*En application des articles L411-2 et R421-7 du code de justice administrative et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux. Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision. Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision. Le silence gardé par l'administration saisie pendant plus de deux mois à compter de la date de saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable dans les deux mois devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant le tribunal administratif de Saint-Martin. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyen » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*